



## **REPONSE DE LA COLLECTIVITE DE SAINT-BARTHELEMY A LA CONSULTATION PUBLIQUE PORTANT SUR**

**le projet d'annexe à la Décision proposant les modalités d'attribution de  
fréquences dans les bandes 700MHz et 3,4-3,8 Ghz à Saint-Martin et  
Saint-Barthélemy**

*La Collectivité se félicite de la prise en compte par l'ARCEP des particularités du territoire de Saint-Barthélemy dans les modalités d'attribution de fréquences utiles à l'amélioration de la couverture mobile.*

*Elle ne peut qu'approuver la volonté commune de l'ARCEP et de l'Etat de s'assurer que les modalités d'attributions et de gestion des fréquences concourent à des objectifs d'aménagement du territoire, et à l'établissement des conditions d'une concurrence effective et loyale ainsi qu'au développement de l'investissement, de l'innovation et de la compétitivité.*

*Toutefois, par la présente réponse, la Collectivité de Saint-Barthélemy souhaite attirer l'attention de l'ARCEP en proposant des adaptations qui lui paraissent de nature à renforcer l'atteinte des objectifs énoncés dans le projet de Décision.*

Dans ce contexte, la Collectivité attire l'attention de l'ARCEP sur le fait que la logique d'enchère sur ces fréquences prévue au **paragraphe I.1.8** pourrait avoir pour effet de faire peser un risque de renforcement des déséquilibres existants aujourd'hui entre les opérateurs mobiles. Elle invite donc l'ARCEP à introduire un mécanisme visant à éviter qu'un seul opérateur ne soit autorisé sur le territoire de Saint-Barthélemy à utiliser les fréquences de la bande de 900 Mhz, ou qu'un opérateur en soit privé. Le mécanisme proposé au paragraphe II.6.1 de plafonnement des demandes pourrait sans doute trouver une application au cas présent et au regard des blocs de fréquences déjà attribués dans les procédures précédentes.

### **L'obligation de fourniture d'un accès à internet fixe**

Sur l'engagement de fournir un service d'accès fixe à internet sur la bande 3,4 -3,8 Ghz prévu au **paragraphe I.4.4 b)**, la Collectivité se félicite de cette initiative qui palliera utilement les défaillances de couverture et qualité de la boucle locale cuivre dans l'attente du déploiement de son réseau FttH sur l'intégralité du territoire.

Les garde-fous et engagements de transparence exigés des opérateurs titulaires de cette plage de fréquence tels que listés dans le projet de décision paraissent être de nature à garantir la Collectivité et la population de Saint-Barthélemy une couverture en très haut débit (mixant FttH et LTE fixe). Toutefois, la Collectivité demande à être rendue destinataire, des informations que les opérateurs seront tenus de transmettre à l'ARCEP au titre de la future décision.

En revanche, la Collectivité regrette que ces engagements ne soient pas accompagnés d'une liste de sanctions en cas de non-respect de leurs obligations par les opérateurs.

### **L'obligation de couverture à l'intérieur des bâtiments**

En ce qui concerne l'obligation de couverture à l'intérieur des bâtiments (prévue au **Paragraphe I.5**) en imposant aux opérateurs la mise en service des options voix et SMS sur wifi, la Collectivité estime que c'est une excellente initiative qui devrait enfin pallier la très mauvaise couverture mobile indoor sur le territoire. En revanche, elle invite l'ARCEP à imposer la mise en place de cette technologie dans un délai plus court que 36 mois à l'instar de ce qui est prévu pour l'obligation de support d'IPv6.

Le Président

**Bruno MAGRAS**

